

## ARRÊTÉ du MAIRE du 15 mai 2023

fixant des limitations et restrictions d'eau sur le territoire communal  
et portant mesures dérogatoires arrosage des potagers vivriers

**CET ARRETE ANNULE ET REMPLACE CELUI DU 11 MAI 2023**

Le Maire de la commune de CODALET,

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.210-1 L.211-3 et R.211-66 à R.211-70 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le code civil et notamment ses articles 640 à 645 ;

**VU** le code pénal et notamment ses articles R.610-5 et 131-13 ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n°DDTM/SER/2018/150-0002 du 30 mai 2018 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau du département ;

**VU** l'arrêté préfectoral cadre n°DDTM/SER/2023-129 du 9 mai 2023 portant mesures de restrictions de certains usages de l'eau, notamment son article 5, et plaçant le secteur au niveau CRISE ;

**VU** le plan communal d'économie d'eau mis en place dans la commune et la charte d'engagement signée par la commune le 10/5/2023, afin de faire face aux difficultés liées à la sécheresse et au niveau historiquement bas des nappes phréatiques dans les Pyrénées-Orientales.

**Considérant** la baisse considérable des réserves d'eau potable de la commune ainsi que la baisse alimentant le réseau ;

**Considérant** le déficit pluviométrique et l'absence d'amélioration significative de la situation à court terme ;

**Considérant** le risque de rupture d'alimentation en eau potable de la commune et les difficultés de lutte contre les incendies consécutives au manque d'eau ;

**Considérant** qu'il est néanmoins nécessaire en cette période d'inflation alimentaire de permettre aux particuliers disposant d'un potager vivrier de pouvoir procéder à leur arrosage, en respect des dispositions édictées par l'arrêté préfectoral du 9 mai 2023,

**Considérant** la nécessité de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu la santé, la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

**Considérant** qu'en application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales le Maire peut prendre des mesures de police administrative générale adaptée à la situation locale pour restreindre les usages de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques ;

### ARRÊTE

#### Article 1er : consommation domestique de l'eau

L'utilisation de l'eau à des fins domestiques doit être restreinte au strict minimum, c'est à dire limitée à l'alimentation en eau potable des populations, aux usages sanitaires et à l'abreuvement des animaux.

#### Article 2 : usages limités ou interdits

## Article 2 : usages limités ou interdits

Les restrictions d'usage de l'eau applicables sur le territoire communal sont fixées par l'arrêté préfectoral en vigueur portant restrictions temporaires des usages de l'eau. Ces restrictions concernent tous les moyens de prélèvement de l'eau : puits, forages, canaux d'irrigation, retenues de stockage, réseau public, etc.

En complément de ces restrictions générales, les mesures suivantes sont mises en place spécifiquement sur le territoire de la commune :

**Une DEROGATION permettant l'arrosage des potagers vivriers des particuliers de CODALET sera établie.**

- Vu la charte signée et en application de l'article 5 de l'AP en vigueur, l'arrosage des potagers vivriers est possible sur le territoire, **sans utiliser les canaux d'irrigation, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2023, et uniquement DEUX JOURS PAR SEMAINE : MERCREDI et SAMEDI entre 20 H et 2 H.**
- l'usage des bornes incendie est strictement réservé au Service Départemental d'incendie et de Secours
- les usagers raccordés au réseau public d'eau potable sont limités à 120 litres/jour/personne pour les usages domestiques.

## Article 3 : Durée d'application

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès sa publication et jusqu'au 13 juin 2023 inclus.

Elles seront actualisées au tant que de besoin, par arrêté complémentaire, en fonction des débits constatés et de l'évolution pluviométrique.

## Article 4 : Sanctions

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté s'expose à une peine d'amende prévue pour les contraventions de [2<sup>e</sup>] classe. En cas de non-respect des mesures édictées, le service public de l'eau potable pourra réduire la distribution d'eau potable par tout moyen.

## Article 5 : Délai et voies de recours

le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Maire de CODALET,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## Article 6 : Exécution et publication

Le Maire est chargé de l'application du présent arrêté

Une copie est adressée à Monsieur le Sous-Préfet de **PRADES 66500**, Service public de l'eau potable, sous la compétence du **Syndicat intercommunal de PRADES 66500**, Gendarmerie de PRADES 66500,  
- DDTM – police de l'eau et ARS – Service Santé Environnement

Fait à CODALET, le 15/05/2023

Le Maire,

Michel LLANAS

